



## CHAPITRE 117

## CHAPTER 117

Loi modifiant la Loi concernant la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières

An Act to amend the Act respecting the Three Rivers Catholic School Commission

[Sanctionnée le 10 décembre 1952]

[Assented to, the 10th of December, 1952]

Préambule.

**A**TTENDU que la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières est actuellement régie par la Loi de l'instruction publique, (Statuts refondus 1941, chapitre 59 et amendements), ainsi que par les lois la concernant et contenues au chapitre 66 des Statuts de Québec, 21 George V (1930-1931), au chapitre 61 des Statuts de Québec, 22 George V (1931-1932), au chapitre 56 des Statuts de Québec, 25-26 George V (1935), au chapitre 54 des Statuts de Québec, 8 George VI (1944), au chapitre 85 des Statuts de Québec, 14 George VI (1950), et au chapitre 111 des Statuts de Québec, 14-15 George VI (1950-1951);

Attendu que ladite Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières, a représenté par sa pétition, que depuis l'adoption de cette dernière loi (14-15 George VI, chapitre 111), il lui est survenu des besoins nouveaux qu'elle devra résoudre dans l'intérêt de l'œuvre qu'elle poursuit et qu'il est nécessaire en conséquence d'adopter une loi modifiant, de la manière ci-après mentionnée, les lois qui la régissent, et que certains pouvoirs spéciaux lui soient accordés;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de

Preamble.

**W**HEREAS the Three Rivers Catholic School Commission is presently governed by the Education Act (Revised Statutes, 1941, chapter 59 and amendments) and by the laws concerning it and contained in chapter 66 of the statutes of Quebec, 21 George V (1930-1931), chapter 61 of the statutes of Quebec, 22 George V (1931-32), chapter 56 of the statutes of Quebec, 25-26 George V (1935), chapter 54 of the statutes of Quebec, 8 George VI (1944), chapter 85 of the statutes of Quebec, 14 George VI (1950) and chapter 111 of the statutes of Quebec, 14-15 George VI (1950-51);

Whereas the said Three Rivers Catholic School Commission has represented by its petition that since the passing of the last mentioned act (14-15 George VI, chapter 111), it has encountered new needs which it must meet in the interest of the work it is carrying on and that, consequently, it is necessary to pass an act amending, as hereafter mentioned, the acts governing it and that certain special powers be granted to it;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and

l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1944,  
c. 54,  
a. 11a,  
remp.

1. L'article 11a de la loi 8 George VI, chapitre 54, édicté par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 85, est abrogé à compter du 1er mai 1953 et remplacé par le suivant:

Impôt  
spécial  
autorisé.

"11a. Pour fins d'éducation, la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières, peut, par résolution, décréter et imposer, pour le laps de temps déterminé dans la résolution mais qui ne doit pas excéder cinq années et deux mois, à compter du 1er mai 1953 un impôt spécial de un pour cent, de même nature, établi sur les mêmes bases, sauf le pourcentage de l'impôt, avec les mêmes effets et sujet aux mêmes exemptions que la taxe actuellement en vigueur et prévue par l'article 2 du chapitre 76 de la loi 6 George VI, modifié par l'article 12 du chapitre 79 de la loi 13 George VI.

Prélève-  
ment, etc.

Cet impôt spécial est prélevé et perçu dans le même territoire, au même temps, de la même manière, aux mêmes conditions, avec les mêmes pouvoirs que ceux accordés à la cité des Trois-Rivières et avec les mêmes sanctions que la taxe perçue en vertu dudit article 2 du chapitre 76 de la loi 6 George VI, modifié par l'article 12 du chapitre 79 de la loi 13 George VI.

Partage,  
etc.

Cet impôt doit être distribué et partagé de façon que les commissions scolaires catholiques et les commissions scolaires ou bureau ou syndic protestants des territoires assujettis à cet impôt reçoivent respectivement une proportion basée annuellement sur le nombre d'élèves fréquentant leurs écoles, à la date du 31 octobre.

Surinten-  
dant de  
l'instruc-  
tion pu-  
blique.

A défaut d'entente entre les parties pour établir cette proportion, la décision du surintendant de l'instruction publique à ce sujet est définitive."

S.R.,  
c. 59,  
a. 154e,  
remp.  
pour la  
Comm.

2. L'article 154e de la Loi de l'instruction publique, édicté pour la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières par la loi 8 George VI, (1944) chapitre 54

of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 11a of the act 8 George VI, chapter 54, enacted by section 1 of the act 14 George VI, chapter 85, is repealed as from the 1st of May 1953 and replaced by the following:

1944,  
c. 54,  
s. 11a,  
replaced.

"11a. For purposes of education, the Three Rivers Catholic School Commission may, by resolution, decree and impose, for the period of time mentioned in the resolution but which shall not exceed five years and two months, as from May 1st, 1953, a special tax of one per cent, of the same kind, established on the same basis, save the percentage of the tax, with the same effects and subject to the same exemptions as the tax now in force and provided for by section 2 of chapter 76 of the act 6 George VI, amended by section 12 of chapter 79 of the act 13 George VI.

Special  
tax au-  
thorized.

Such special tax shall be imposed and levied in the same territory, at the same time, in the same manner, under the same conditions, with the same powers as those granted to the city of Trois-Rivières and with the same sanctions as the tax levied under the said section 2 of chapter 76 of the act 6 George VI, as amended by section 12 of chapter 79 of the act 13 George VI.

Levy, etc.

Such tax shall be distributed and divided in such a manner that the Catholic school commissions and the Protestant school commissions or boards or trustees of the territories subject to such tax shall respectively receive a proportion based annually upon the number of pupils attending their schools on the 31st of October.

Distribu-  
tion, etc.

In default of any agreement between the parties to establish such proportion, the decision of the Superintendent of Education in this matter shall be final."

Superin-  
tendant  
of Educa-  
tion.

2. Section 154e of the Education Act, enacted for the Three Rivers Catholic School Commission by the act 8 George VI (1944), chapter 54, section 6, is re-

R.S.,  
c. 59,  
s. 154e,  
replaced  
for Comm.

article 6, est remplacé pour ladite commission par le suivant:

Copies,  
etc.

“**154e.** Le secrétaire-trésorier est tenu de délivrer gratuitement à chaque candidat mis régulièrement en nomination une copie ou extrait de la liste des électeurs par lui préparée suivant les dispositions des articles 154a, 154b, 154c et 154d ci-dessus.

Idem.

Aux contribuables qui en font la demande, le secrétaire-trésorier est aussi tenu de délivrer, sur paiement d'un honoraire de \$25.00, une copie ou extrait de cette même liste.”

1944,  
c. 54, a. 7,  
ab.

**3.** L'article 7, du chapitre 54, 8 George VI, (1944) est abrogé à toutes fins que de droit et l'article 155 de la Loi de l'instruction publique est remis en force pour la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières.

Id., a. 8,  
remp.

**4.** L'article 8 du chapitre 54, de la loi 8 George VI (1944) remplaçant l'article 172 de la Loi de l'instruction publique, pour la Commission scolaire des Trois-Rivières, est remplacé par le suivant:

S.R.,  
c. 59,  
a. 172,  
remp.  
pour la  
comm.

“**8.** L'article 172 de ladite loi est remplacé, pour la commission, par le suivant:

Dépouille-  
ment du  
scrutin.

“**172.** Immédiatement après la clôture du scrutin, chaque sous-officier rapporteur en présence des personnes mentionnées à l'article 163, compte les bulletins et additionne les votes donnés en faveur de chacun des candidats; puis il inscrit au registre du scrutin, les détails mentionnés à l'article 147. Ensuite il remet à l'officier rapporteur la boîte et un relevé du scrutin.

Procla-  
mation  
des élus.

L'officier rapporteur, se basant sur les relevés de scrutin des sous-officiers rapporteurs, additionne les votes donnés en faveur de chacun des candidats et proclame élu les candidats qui ont obtenu la majorité des votes.”

S.R.,  
c. 59,  
aa. 174a-  
174b, ab.

**5.** Les articles 174a et 174b de ladite Loi de l'instruction publique, édictés pour la Commission des écoles catholiques des

placed for the said commission by the following:

“**154e.** The secretary-treasurer shall furnish free of charge to each candidate regularly nominated a copy of or extract from the electoral list prepared by him pursuant to the provisions of sections 154a, 154b, 154c and 154d above.

Copies,  
etc.

The secretary-treasurer shall also furnish to ratepayers applying therefor, on payment of a fee of \$25.00, a copy of or extract from such list.”

Idem.

**3.** Section 7 of the act 8 George VI (1944), chapter 54, is repealed for all legal purposes and section 155 of the Education Act is again applicable to the Three Rivers Catholic School Commission.

1944,  
c. 54, s. 7,  
repealed.

**4.** Section 8 of the act 8 George VI (1944), chapter 54, replacing section 172 of the Education Act for the Three Rivers Catholic School Commission, is replaced by the following:

Id., s. 8,  
replaced.

“**8.** Section 172 of the said act is replaced, for the commission, by the following:

R.S.,  
c. 59,  
s. 172,  
replaced  
for comm.

“**172.** Immediately after the close of the poll, each deputy returning officer, in the presence of the persons mentioned in section 163, shall count and add up the votes given in favour of each of the candidates; he shall then enter in the poll-book the details mentioned in section 147. Thereafter he shall deliver the box and a return of the poll to the returning officer.

Counting  
of votes.

The returning-officer, taking as a basis the poll returns of the deputy-returning officers, shall add up the votes given in favour of each of the candidates and proclaim elected the candidates who have obtained the majority of votes.”

Procla-  
mation of  
elected  
candi-  
dates.

**5.** Sections 174a and 174b of the said Education Act, enacted for the Three Rivers Catholic School Commission by

R.S.,  
c. 59,  
ss. 174a-  
174b,  
repealed.

Trois-Rivières, par la loi 8 George VI, the act 8 George VI, (1944) chapter 54, (1944) chapitre 54 article 9 sont abrogés. section 9, is repealed.

Entrée en  
vigueur.

**6.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

**6.** This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.